

M. de Jong: L'idée que se fait le ministre de l'équité et de l'injustice nous déconcerte tous.

L'INCIDENCE SUR LES CONTRIBUABLES

M. Simon de Jong (Regina-Est): Le ministre des Finances ne redoute-t-il pas que l'injustice de son budget ne déclenche une révolte chez les contribuables?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Non, monsieur le Président. En réalité, je ne le redoute nullement.

M. de Jong: Vous ne pensez pas qu'ils en ont assez?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je pense que les Canadiens comprennent l'ampleur des difficultés que nous devons surmonter. Ils ont aussi très bien compris comment nous réduisons les dépenses du gouvernement, ici à Ottawa. Je le répète, les dépenses discrétionnaires, soit les dépenses des programmes non statutaires, ont été coupées net. Elles vont reculer cette année, l'an prochain et l'année suivante par rapport à l'année qui a précédé notre entrée au pouvoir. Les Canadiens comprennent bien que nous mettons de l'ordre dans la maison, ici à Ottawa. Nous leur demandons par contre un petit effort en acceptant cette surtaxe de vente . . .

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): . . . afin de nous aider à maîtriser la situation.

L'INCIDENCE SUR LES FAMILLES PAUVRES

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, dans son budget de l'an dernier, le gouvernement s'en est pris aux grands-parents. Cette année, c'est aux familles qu'il s'en prend. Je voudrais poser au ministre des Finances la question suivante: croyez-vous vraiment . . .

M. Clark (Yellowhead): Le Règlement.

M. Frith: . . . que c'est un budget équitable?

Des voix: Le Règlement.

M. Frith: Le ministre croit-il vraiment que ce budget soit juste alors que vous demandez . . .

M. Clark (Yellowhead): Le Règlement.

M. Frith: . . . à quatre millions de familles canadiennes vivant en deçà du seuil de la pauvreté de participer à la réduction du déficit, en augmentant leur impôt de \$225 et leur enlevant \$300 de plus en taxe de vente?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis sûr que le député s'est entretenu avec les mêmes personnes que moi ce matin. Je suis également persuadé qu'il tient à ce que je fasse part de leurs propos selon lesquels notre programme de remboursement de la taxe de vente, l'anticipation sur le crédit d'impôt pour enfants, l'affectation de crédits de 100 millions de dollars à un programme

Questions orales

d'aide aux assistés sociaux destiné à les aider à réintégrer le marché du travail, et le programme d'adaptation des travailleurs plus âgés destiné à aider les Canadiens ayant perdu leur emploi à réintégrer la main-d'œuvre active sont toutes d'excellentes mesures sociales. Toutes ces mesures prouvent clairement à quel point le gouvernement est attentif aux besoins de nos concitoyens aux revenus modestes et à ceux qui sont sans emploi.

LA POLITIQUE SOCIALE

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, le ministre croit-il vraiment qu'il s'agit d'une mesure sociale équitable que de demander aux familles gagnant \$20,000 par an de payer \$225 de plus en impôt sur le revenu cette année, auxquels s'ajoutent \$300 de plus au titre de la taxe de vente? Est-ce là une mesure sociale édifiante?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les chiffres cités par le député sont faux. Ils sont tout ce qu'il y a de plus faux. Je lui ferai remarquer que les initiatives auxquelles j'ai fait allusion dans ma première réponse sont des mesures sociales valables et il n'y a pas un seul député libéral—s'il veut vraiment être honnête envers lui-même—qui n'avouera privément que je suis sur la bonne voie.

L'INCIDENCE SUR LA FAMILLE DE LA SASKATCHEWAN

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Agenouillez-vous.

M. Nystrom: Pour les Canadiens ordinaires, le budget d'hier représente des impôts, encore des impôts. Le ministre des Finances sait-il que pour la famille moyenne de la Saskatchewan, l'impôt a augmenté de \$1,340 depuis l'élection du parti conservateur en septembre 1984? Le sait-il?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député parle des familles de la Saskatchewan. Elles se réjouissent des initiatives que nous avons prises . . .

M. Broadbent: Vous avez dit la même chose au sujet des retraités l'an dernier.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): . . . pour les agriculteurs de cette province. Ces familles de la Saskatchewan sont également très heureuses des mesures que nous avons prises pour venir en aide aux agriculteurs de la province qui ont été victimes de la sécheresse l'été dernier. Je conseille au député de parler à ces familles de la Saskatchewan pour déterminer d'où elles viennent.

M. Broadbent: Il le fera, vous pouvez y compter, Mike.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je crois qu'elles nous soutiendront en général.